

17 juillet 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Mobilisation des entreprises pour les territoires

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

MOBILISATION DES ENTREPRISES POUR LES TERRITOIRES

Elysée – Mardi 17 juillet 2018

Merci beaucoup. Merci à vous toutes et tous.

Ce n'est pas un discours où je vais venir faire des annonces et ça n'a rien de classique pour un événement à l'Élysée où beaucoup d'entre vous peuvent parfois se retrouver pour entendre un discours de réforme sur les politiques qu'ils conduisent ou des mesures qu'ils auraient ou à subir ou accompagner ; bien au contraire. Je suis simplement là d'abord et avant tout pour vous dire merci.

Il y a dans cette salle – je reconnais les visages familiers – d'abord plusieurs ministres du gouvernement et pas des moindres, des responsables de politiques publiques dans l'administration, importants, des partenaires sociaux, dirigeants de fédérations d'employeurs ou de salariés extrêmement importants, des chefs d'entreprise des 100 plus grandes entreprises françaises et grands investisseurs sont présents dans cette salle, des dirigeants d'associations, des jeunes, et nos élus de la République qui ont pris sur leur temps.

J'ai rarement vu une telle réunion à ce niveau, je vous le dis très sincèrement parce que souvent, quand on fait des événements de ce type, pardonnez-moi cette franchise, même quand on est Président de la République, bien souvent on a les numéros trois ou quatre, très vite ça s'effiloche. Vous êtes là au plus haut niveau, vous avez pris sur votre temps, et parfois sur vos convalescences, merci au « carré » – cher Patrick – pour être présents aujourd'hui. Ça veut dire quelque chose. Pas simplement pour moi ; ça veut dire aussi quelque chose de la prise de conscience collective qu'il y a dans le pays.

La deuxième chose, c'est que, beaucoup l'ont rappelé, ils ont commencé à s'engager après les émeutes de 2005, parce qu'il s'était passé quelque chose dans le pays. Cette fois-ci, on le fait avant. Ça ne veut pas dire que tout va bien, il ne faut pas se tromper, mais nous sommes un pays un peu particulier qui sait se redresser, faire les choses en profondeur quand il prend conscience qu'il est parfois au bord du précipice. Les choses vont, dans certains territoires de la République, mal, les fractures se sont rouvertes, mais cette fois-ci on n'a pas attendu qu'il y ait des émeutes partout dans le pays pour nous mobiliser, et votre présence aujourd'hui pour moi le témoigne physiquement, concrètement, et on a donc besoin de cet engagement.

Ensuite, par cette mobilisation, on montre, je crois, quelque chose qui relève aussi de ce qui est la réinvention de l'action publique. Et laissez-moi partager sur ce point, quelques convictions. On ne parle dans notre pays que des lois. Elles sont très importantes, certaines sont en train d'être portées au Parlement, d'autres y arrivent, d'autres ont déjà été conduites ça donne le cadre, une loi. Mais une fois la loi passée, on oublie tout. Et il y a dans l'action publique, en quelque sorte, très peu d'attention mise à l'exécution, à la mise en œuvre. Ce dont vous avez parlé aujourd'hui, ce n'est que de cela et tous les dirigeants d'entreprise, les dirigeants d'associations savaient une chose : la stratégie, la définition de celle-ci, son énoncé, c'est très bien, mais enfin c'est 10 % du travail ; 90 %, c'est l'exécution. Si l'exécution est décalée par rapport à ce qu'on a annoncé, c'est fini.

C'est pareil dans l'action publique. On peut faire des grandes annonces, des grands plans, on en a fait des tas et des tas, tout le monde les a oubliés, je me suis refusé à le faire pour les quartiers. Ce qui compte, c'est l'action concrète. On est aussi en train de bousculer ce clivage, et la présence des parlementaires montre cette réinvention collective. Ce n'est pas la loi qui compte, c'est l'action publique, ce que le peuple souverain demande, c'est ce continuum.

La deuxième chose, c'est que cette problématique, elle ne sera pas traitée que par les dirigeants publics, elle

est traitée par la Nation – c'est pour ça que cette réunion a sa bonne place ici – le Gouvernement, le Parlement, les acteurs économiques, sociaux, les représentants légitimes que sont les partenaires sociaux. C'est cet ensemble qui peut apporter une réponse concrète avec nos élus des territoires, avec l'ensemble des collectivités territoriales, ce qui constitue le cœur même de la Nation. Et le fait que vous soyez ici présents pour vous engager, et en présentant les premiers éléments, les premières avancées sur ce sujet, pour moi témoigne de cette prise de conscience et d'un autre clivage qu'on fait, ce faisant, sauter.

L'autre clivage qu'on bouscule, c'est celui qui existe, auquel je n'ai jamais cru, je l'ai rappelé devant le Congrès, entre l'économique et le social. On est un drôle de pays où on pense que, quand on aime les salariés, il faut détester l'entreprise, quand on aime le social, il faudrait empêcher la réussite économique. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a aussi beaucoup d'endroits où la réussite économique a oublié la réussite territoriale, celle du reste de la société. C'est pour cela que je crois à cet ensemble, j'ai voulu le traduire par cette image de la cordée, ça déplaît à beaucoup, donc je vais continuer à l'utiliser, parce que je trouve qu'elle parle. La cordée, il y en a un qui grimpe devant ! Il est rare, pour ceux qui font vraiment de l'alpinisme, qu'il soit celui qui tire vraiment ceux derrière. Il montre les prises. Mais enfin ce n'est pas le premier de cordée qui tire les autres sur la corde ! Chacun doit aller, aspérité après aspérité, prendre sa propre prise ! Mais quelqu'un a ouvert la voie. Par contre généralement, il y en a toujours un qui assure dans une cordée. Et ce n'est pas le premier qui assure.

Je le dis parce qu'une société qui n'a pas ses premiers de cordée, qui n'a pas des gens qui arrivent à ouvrir la voie dans un secteur économique, social, dans l'innovation, ne montent pas la paroi ; mais quand il n'y a personne qui assure, le jour où ça tombe, ça tombe complètement. C'est ce que d'ailleurs les sociétés anglo-saxonnes sont en train de vivre et ont vécu ; le Brexit en est un des témoignages. Quand on pense que ça peut être la réussite de quelques-uns et qu'on peut oublier le reste du pays, on se trompe, parce qu'il y a un divorce démocratique à ce moment-là qui s'installe.

Le combat que nous sommes en train de livrer tous et toutes, cette prise de conscience qu'il y a eu et qui justifie votre présence, vos engagements, les actions qui ont été annoncées aujourd'hui au-delà de ce qui a été présenté – vraiment je remercie tout le monde pour cela – c'est aussi la conviction partagée qu'un pays ne peut pas réussir quand simplement quelques-uns réussissent. Il faut qu'il y en ait qui réussissent qui puissent continuer à ouvrir des voies, mais on a besoin que tout le monde trouve sa place. Selon ses mérites et ses talents – c'est notre Constitution, et ce sont même nos principes fondamentaux – mais quelque chose ne va pas quand ça devient un droit automatique – droit de créance qui devient d'ailleurs à ce moment-là totalement abstrait – et quelque chose ne va pas non plus quant, à mérite et talent équivalents, selon l'endroit ou la famille, ou la couleur de peau, ou le patronyme, on n'a pas les mêmes chances d'accès.

Je considère que ce que nous avons commencé à ouvrir, dans le cadre de « la France : une chance pour chacun », avec cet engagement des entreprises, par votre présence, les annonces d'aujourd'hui, une nouvelle méthode, la volonté d'avoir un projet qui soit à la fois puissant économiquement, mais juste. Et il est puissant économiquement parce qu'il est juste, et réciproquement. Et ça ne tiendra que comme ça. La voie française que je souhaite collectivement pour nous, c'est celle-ci. Il n'y a pas une modernité qui serait la réussite de quelques-uns, ça n'est jamais ringard de penser que la réussite permet une place pour tout le monde. Nous sommes en train de l'inventer d'une nouvelle manière, c'est-à-dire par des engagements réciproques, par de l'action concrète, et pas par un cadre contraignant où il faudrait en quelque sorte définir des lois qui permettraient en quelque sorte, en contrepartie de telle avancée fiscale ou budgétaire, d'avoir telle contrepartie sociale ; ça ne fonctionne pas comme ça, une société. C'est un engagement réciproque.

Ce qui s'est passé durant la première année de ce mandat, c'est un cadre qui a été donné sur le plan économique, social, éducatif pour permettre à la société de repartir dans un combat qui est celui d'une économie de l'innovation et de la compétence. On a changé les règles fiscales pour pouvoir réinvestir en capital dans l'économie française ; on a simplifié beaucoup de choses, on a pris les ordonnances Travail pour redonner de la fluidité, on est en train de passer des lois sur la formation professionnelle et l'apprentissage, on va continuer cette accélération avec la loi PACTE, en particulier pour la croissance des entreprises, on a pris des dispositions en matière éducative pour justement aider à former en particulier dans les endroits les plus difficiles de la République, avec un continuum qui va de l'âge de trois ans jusqu'à l'accès au Supérieur, et un principe qui est là aussi la transparence, la méritocratie, la qualité de la formation, et on a pris des décisions cadres aussi sur la politique du handicap, pour permettre la mobilité par l'accès à l'éducation et au travail.

Mais ce cadre étant donné, il ne peut fonctionner que s'il y a votre engagement pour lui donner vie. Et c'est ce que vous avez présenté aujourd'hui, et c'est pour ça que j'ai commencé par ces remerciements.

Il y a peut-être trois éléments, rapidement, sur lesquels je souhaitais revenir, sans être plus long parce qu'ils sont au cœur de cette bataille et de ce que nous devons réussir dans les prochains mois. Et les ministres en ont évoqué à l'instant certains.

Le premier, c'est la bataille pour la formation, le montant, l'accès en quelque sorte à l'éducation et l'accès à la

Le premier, c'est la bataille pour la formation, le mentorat, l'accès en quelque sorte... l'éducation et l'accès à la vie active. Je ne reviens pas sur ce que ce qui a été fait, du côté de l'Etat, qui est la composante de base, parce que quand on ne forme plus bien, quand on a 20 % des jeunes qui ne savent pas bien lire ou écrire ou compter en CM2, il y a peu de chance qu'on y arrive en demandant aux entreprises de les embaucher. C'est que nous-mêmes, nous avons été défaillants dans ce qui relève de la responsabilité de la Nation, et en particulier du Gouvernement.

Nous sommes en train de le corriger, de mettre aussi en place des dispositifs permettant une meilleure orientation. Mais je considère que l'orientation, ça a été très bien dit par plusieurs d'entre vous, suppose une passerelle d'ouverture au moment de la 3ème. On l'a vu d'ailleurs lorsqu'il y a eu un très gros travail fait ces derniers mois par Jean-Louis BORLOO, par le conseil présidentiel de la ville, par toutes ces consultations qui ont été faites sur le terrain, le stage de 3ème, qui avait été pensé il y a quelques décennies comme quelque chose de très anecdotique, est devenu un point extrêmement important, en particulier dans les quartiers les plus difficiles de la République. Parce qu'il met le doigt sur deux choses terribles dans ces quartiers, qui sont des quartiers aussi bien d'ailleurs ruraux qu'urbains, et là aussi, opposer les territoires est une bataille d'arrière-garde ! Il y a les territoires qui ont le plus de chance, il y a les territoires qui en ont moins. Et la vérité, c'est plutôt : territoire métropolitain contre reste... reste du pays aujourd'hui.

Mais les deux points qui sont mis en évidence à travers le sujet des stages, c'est premièrement l'effet réseau, vous l'avez très bien dit, quand on n'a pas de réseaux familiaux, on n'arrive pas à avoir les mêmes stages que les autres, voire on n'arrive pas à en avoir. Et ça devient une honte, et la première chose dont les mères de famille vous parlent dans les quartiers, elles le disent aussi crûment que je vais le dire : « moi, il est hors de question que mon fils aille faire son stage au kebab du coin de la rue ». Parce que c'est comme ça que ça se passe aujourd'hui. C'est comme ça que ça se passe.

La deuxième chose, c'est que ça nourrit l'une des lèpres qui rongent nos quartiers et ces endroits de la République : c'est l'autocensure. Il faut que nous touchions collectivement du doigt une réalité : c'est que nous avons aujourd'hui, dans la jeunesse du pays, la première génération dont parfois les deux parents n'ont jamais travaillé. Pas parce qu'ils ont choisi ! Parce qu'ils viennent de territoires, de familles qui ont été fracassés par la crise économique et sociale qui a commencé au milieu des années 1970. Ça n'est jamais arrivé dans l'histoire de notre pays avant. Jamais. Le chômage était une anomalie et une marginalité économique et sociale jusqu'au milieu des années 1970, ensuite on a parlé de la crise, pensant que c'était un état instable dont on allait sortir. Aujourd'hui, vous avez la première génération de jeunes et ils sont hyper-concentrés dans les quartiers pauvres, qui ont un rapport au travail, au monde du travail qui n'est pas le même que dans le reste du pays ! Qu'avec d'autres générations parce que la société leur a imposé.

Donc, si on ne remet pas au maximum les chances... On ne peut pas les remettre à équité parfaite, mais si on ne leur redonne pas cette passerelle, on démultiplie ces effets d'inégalité, ce détricotage pour nous tous, parce qu'il n'y a aucune entreprise qui réussira dans le pays, si le pays s'installe durablement dans cette situation.

Le stage de 3ème, c'est une bataille qui est tout sauf anecdotique, parce que c'est reconstruire du réseau, en parallèle, c'est reconstruire de la possibilité, des ouvertures de perspective, du conseil informel, des éléments que n'apporte pas l'école mais qui vont être décisifs. Il y a vos initiatives, vous l'avez très bien rappelé, même sur ce que vous avez d'ores et déjà fait, cette volonté qu'on a eu de le démultiplier ensemble ; le ministre a rappelé à l'instant l'ouverture dès aujourd'hui, donc, du site www.monstagedetroisieme.fr, et je peux d'ores et déjà vous dire que, aujourd'hui, nous sommes au rendez-vous de l'engagement pris le 22 mai dernier des 30.000 stages avec les offres que vous avez confirmées pour aujourd'hui ; côté privé, on est même à plus de 15.000 côté privé, j'avais pris l'engagement que nous ferions l'équivalent côté public, et donc on a 15.000 stages côté public. Ils seront progressivement mis en ligne sur ce site, et il y aura, d'ici au 15 septembre, 30.000 offres de stages, et je pense en fait beaucoup plus parce qu'il faut continuer à démultiplier cette initiative pour que, en fin d'année – puisque c'est généralement en décembre ou janvier, ça dépend des académies, que ces stages de 3ème se font, beaucoup en décembre – et donc que toutes celles et ceux qui n'avaient pas de stage ou ne peuvent pas l'avoir par leur réseau personnel, puissent avoir accès, sur ce site, cette plateforme commune, et ça c'est grâce à votre engagement collectif, et je vous en remercie.

Ensuite, il est très important de se saisir des instruments qui sont donnés ; le Gouvernement se bat sur des textes importants sur, à la fois l'orientation – ça c'est mis en œuvre avec Parcoursup, et le texte a été voté – et maintenant sur la formation professionnelle et l'apprentissage. Mais là aussi l'enjeu va être l'exécution. Et il est important que dès la rentrée prochaine, on puisse avoir un investissement fort – vous l'avez rappelé et vous avez pris plusieurs initiatives, je vous en remercie – pour ouvrir des centres, rouvrir, il y a des tas de métiers qui sont en train de se développer, vous l'avez rappelé des métiers très traditionnels dont on a à nouveau besoin sur lesquels on a des pénuries, des métiers liés au boom, la fibre par exemple, on voit qu'on a une pénurie de main-d'œuvre aujourd'hui parce que les opérateurs se relancent, on a des métiers qui sont liés à l'industrie du futur, qui sont liés au boom qu'ont aussi nos industries de services, à travers le monde ; donc dans tous les secteurs aujourd'hui, on a, on le voit bien, des besoins de qualification qui ne sont pas suffisamment pourvus.

On est en train d'améliorer notre organisation GPEC collective. Il est nécessaire là-dessus, qu'on puisse avoir, dès la rentrée, des initiatives qui permettent pour tous nos jeunes qui sont en train de s'orienter vers ces métiers, des offres qui correspondent justement à leur demande. Je parle sous le contrôle du ministre de l'Education nationale, on a une augmentation, là, quand on regarde les vœux émis, pour les bacheliers de cette année, d'environ 40 % qui vont vers les métiers – apprentissage – alternance – filières professionnelles et technologiques.

C'est vrai pour le Bac, c'est vrai pour l'entrée en lycée dès la rentrée prochaine ; ça veut dire que quelque chose est en train de se passer. On a, par la mobilisation collective, le discours porté, là aussi levé un stigmate qui était porté sur ces filières, mais il faut qu'on ait la capacité à offrir la formation, les emplois, ou justement les structures pour apprentissage ou alternance dans ce contexte-là. C'est aussi le point sur lequel on a besoin de vous, et moi je crois beaucoup – ça a été présenté par plusieurs d'entre vous – à cette logique, en effet, de campus des métiers et de campus territorialisés. On va le porter, côté Education nationale, côté ministère du Travail, mais il faut que ce soit porté dans les différentes branches, par les grandes entreprises qui sont leaders de ces branches, parce que c'est ce qui va permettre, d'une part, de recréer des vraies initiatives de formation sur les métiers de demain et les métiers en tension, et c'est ce qui va permettre d'installer de l'offre de formation, aussi, partout sur le territoire.

C'est très difficile pour une famille modeste de lui dire « il y a un débouché dans ce métier-là, mais il faut forcément aller faire la formation à Paris », ou « il faut forcément la faire à tel ou tel endroit ». Plus on arrive à avoir des logiques de campus où on recrée aussi de l'internat, où on recrée de l'innovation dans l'organisation qui n'est pas forcément dans la métropole, plus on a une politique qui permet de rééquilibrer les territoires, qui est cohérente avec ce qu'on veut faire avec les élus, qui permet d'ailleurs de réduire le coût du foncier, l'accès au logement pour les jeunes qui suivent ces formations, et qui permet d'avoir des projets ambitieux – je pense à Egletons, qui a été fait sur les travaux publics ou dans d'autres – qui permettent ensuite de mettre en réseau ce que font les partenaires, ce que font les partenaires sociaux, les entreprises privées, les fédérations, l'Etat, l'Education nationale, etc., etc.

Donc je souhaite qu'on puisse démultiplier ces initiatives. Ces campus de métiers sont, à mes yeux, un des éléments extrêmement puissants, avec un point –là-dessus, j'en prends l'engagement ici – on fera, sur toutes ces demandes, un point de rendez-vous fin septembre - début octobre pour pouvoir ajuster notre propre organisation collective aux demandes qui ne seraient pas pourvues du côté de la formation ou des demandes de stage, d'apprentissage, ou de contrats d'alternance, parce que dans la loi qui va être votée dans les prochaines semaines, il y a une innovation : c'est qu'on a rompu avec quelque chose qui devenait un peu absurde, c'est la cyclicité de l'apprentissage ; il n'y a rien qui justifie qu'on puisse commencer un contrat d'apprentissage en septembre et qu'il faille attendre septembre suivant si on ne l'a pas. Et donc comme on peut réajuster en cours d'année, vie scolaire ou universitaire, on le fera en réajustant les choses avec vous pour, là aussi, apporter une réponse aux plus jeunes.

Il y a ensuite tout ce que nous souhaitons faire ensemble et que vous avez annoncé sur le mentorat, ce qui est fait par NQT, Article 1, Télémaque. Je souhaite qu'on puisse aller au bout de cet engagement sur les 100.000 jeunes, mais qu'on puisse essayer de l'accélérer et viser un objectif parce qu'on va nous-mêmes apporter des soutiens, je souhaite qu'on puisse mobiliser les entreprises ; essayons d'avoir un point de rendez-vous en fin 2020, parce que fin de quinquennat, ce n'est jamais des bons points de rendez-vous, je ne peux pas en rendre compte. C'est... c'est trop facile comme engagement. Donc on va l'accélérer pour pouvoir ensemble essayer d'avoir quelque chose qui soit justement évaluable, mesurable.

Ça, c'est pour moi le premier élément essentiel : formation, mentorat, stage, sur lequel les engagements pris aujourd'hui et ce sur quoi nous devons avancer est concret.

Le deuxième élément, c'est le recrutement. C'est la capacité à obtenir un emploi, avec toutes les difficultés qu'on connaît. Là aussi, on a commencé à donner un cadre ; moi je considère que les réformes macroéconomiques du travail sont favorables pour tout ce qu'on se dit, il n'y aurait pas deux sujets. Parce que les premières victimes de dysfonctionnements du marché du travail, ce sont les jeunes en particulier les jeunes peu qualifiés qui viennent des quartiers les plus difficiles. Les gens qui sont bien qualifiés et qui viennent des beaux quartiers n'avaient aucun problème avec le fonctionnement du marché du travail jusqu'il y a un an. Aucun ! Ils avaient un taux de chômage qui était dit « frictionnel » !

Le cœur du problème était dans les endroits difficiles de la République ; preuve, si besoin en était, que les vraies politiques sociales, ce sont les politiques économiques efficaces. Et ça maintenant, on doit le faire fonctionner et en apporter la démonstration concrète dans toutes les filières, tous les métiers, en se saisissant des instruments et en ayant aussi une vraie politique, branche par branche, qui permet de négocier justement les embauches qui sont pertinentes et d'apporter cette réponse, d'utiliser des nouvelles flexibilités.

Je pense qu'il y a quand même quelques éléments sur lesquels on peut faire mieux. D'abord on a mis en place

les emplois francs de manière expérimentale pour cette année, mais qui, sont très puissants puisqu'en levant toutes les conditionnalités qui avaient stérilisé les instruments précédents, on met en place un dispositif qui allège massivement le coût pour l'employeur, et qui avantage énormément l'employé, pour les gens qui viennent des quartiers les plus durs. Je crois beaucoup à cette politique, parce qu'elle est un peu à rebours de ce qu'on a toujours fait en politique de la ville depuis des décennies. Ce n'est pas une politique d'assignation à résidence où on dit « on va aider les entreprises qui viennent mettre une boîte aux lettres dans le quartier », la plupart du temps en n'embauchant pas les jeunes du quartier, mais « on va aider les jeunes ou moins jeunes qui viennent du quartier, à trouver un emploi, y compris en dehors du quartier » ! Et c'est bien souvent mieux ! Et c'est d'ailleurs souvent ce qu'ils souhaitent ! Et donc c'est une vraie politique qui est attachée à la personne, qui permet de la mobilité qui accompagne.

Je souhaite qu'on puisse le plus vite possible, démultiplier cette initiative, mais elle a besoin là aussi de votre mobilisation, mais avec un point que j'ai pu noter très pratico-pratique et qui n'est pas non plus inscrit dans les lois – et en cela, je veux vraiment saluer ce que vous avez commencé à annoncer aujourd'hui : Mozaik RH, ce que fait également Face, avec l'initiative en particulier pour Mozaik, de la plateforme « diversifiez vos talents », ce qui est fait à l'université d'Evry ; vous avez ici, dans la salle, plusieurs présidents d'université ou d'associations qui se sont engagés dans cette direction ; c'est de mettre en place des plateformes qui permettent de rapprocher les personnes qui viennent des quartiers les plus en difficulté avec les employeurs. Parce qu'on crée des instruments à tout-va, mais les employeurs revenaient vers nous en disant « mais nous, nous ne savons pas où sont les jeunes qui sont dans ces situations. Nos systèmes ne sont pas faits pour aller les chercher et d'ailleurs on n'a pas... Notre principale préoccupation, on veut bien en prendre, mais pas d'aller les chercher, les identifier ».

Avec ces associations-là, et en particulier la plate-forme « diversifiez vos talents », on met en place des prototypes, justement, d'un meilleur rapprochement entre l'offre et la demande, et donc je pense qu'on va pouvoir activer ce dispositif. Moi je souhaite aussi qu'on ait un point de rendez-vous à l'automne sur ce sujet, et s'il faut qu'on puisse, comme on l'a fait pour les stages, le démultiplier par une espèce de plateforme nationale, où le Gouvernement apporte son appui, on le fera pour que tout le monde ait en quelque sorte une bourse d'emploi commune avec les jeunes et les emplois venant de ces quartiers, pour pouvoir les repérer et démultiplier les initiatives qui sont prises ou localement ou sur certains secteurs.

Et puis, enfin sur le sujet du recrutement, il y a le testing qui a été évoqué par le ministre, j'y tiens beaucoup. En d'autres temps, je l'avais lancé sur les délais de paiement. C'est une pratique efficace, parce qu'elle stimule tout le monde, et donc à partir de septembre, on lancera le testing sur 40 entreprises du SBF 120, et je pense qu'après, il faut que ça devienne un processus assez ritualisé, qui est un processus d'apprentissage collectif, avec un objectif qui est que dans trois ans quand on aura en quelque sorte fait le testing sur toutes les entreprises, on n'en ait plus besoin parce que ça devient un élément positif et intégré.

Ma conviction – et ça a été très bien dit par plusieurs d'entre vous – c'est que quand on embauche des jeunes de quartier dits « en difficulté », quand on embauche des profils qui sont moins dans la norme de ce qu'est l'entreprise, quand on embauche des jeunes ou moins jeunes qui sont en situation de handicap et qu'on réinsère par le travail, on enrichit l'entreprise. Et je pense que c'est une vue de l'esprit que de considérer qu'il y aurait de l'innovation technologique sans innovation sociale. C'est faux. Les entreprises qui, en quelque sorte, se réduisent à tous gérer par la norme, et donc la moyenne, sont des entreprises qui sont moins innovantes souvent technologiquement, et moins innovantes socialement. Elles font beaucoup de casse autour, mais il y a un moment, dans une économie de l'innovation et de la compétence, elles finissent par perdre.

Je crois que sur le sujet du recrutement, c'est ce qu'on doit collectivement instaurer, et j'espère que les grands investisseurs pourront valoriser d'ailleurs ces pratiques, et je souhaite qu'il puisse y avoir là aussi de la transparence ! On le fait sur beaucoup d'autres sujets, je vois des grands investisseurs Asset managers dans la salle, moi je pense que ce serait très vertueux sur ce sujet, on est en train de le faire sur le climat, que sur le sujet de « l'inclusion » comme on dit, ou de la capacité à avoir une politique sociale ambitieuse, on puisse avoir, là aussi, beaucoup plus de transparence.

Et puis, enfin, il y a le sujet de l'investissement, et là je salue à ce titre l'action qui a été menée par beaucoup d'entreprises, il y a les entreprises du BTP qui l'ont fait aussi en mettant en œuvre les clauses d'insertion sociale des marchés publics. Ce qu'a fait par exemple la charte Solideo réservant, ce qui est inédit, 10 % des heures travaillées à l'inclusion sociale, ce qui va permettre pour la préparation des JO 2024 d'être exemplaire, ça ne s'est jamais fait. Ce matin dans la réunion avec les partenaires sociaux on a pu évoquer ce sujet, c'est un exemple, ça ne s'est jamais fait dans les préparations de JO et la France sera à la pointe sur ce sujet. Je souhaite qu'on puisse multiplier les exemples d'innovations sociales justement par l'investissement.

Là encore l'ADIVE est à la pointe de la réflexion sur ce sujet avec le choix d'achat impactant, ça été évoqué à l'instant et je pense que tout le monde a laissé sa carte pour participer à l'initiative. C'est en faisant cela qu'on arrivera à avoir une politique pertinente à la fois sur le plan social et territorial parce qu'on n'arrivera pas à faire réussir le pays si ce ne sont que quelques-uns dans les métropoles. Je crois très profondément que par cette

reconnu le pays et ce ne sont que quelques uns dans les métropoles et donc avec prioritairement que par cette politique d'investissement, d'accélération de l'investissement privé, d'élargissement de ses critères par des clauses et des innovations telles que celles qu'on vient de faire ou que porte l'ADIVE on peut réussir à traiter une bonne part du problème que nous avons aujourd'hui.

Nous-mêmes nous allons nous engager pour simplifier nos instruments et les améliorer, BPI France intégrera l'Agence France Entrepreneur au 1er janvier 2019 et deviendra un opérateur majeur d'appui à la création d'entreprise et de promotion de l'entrepreneuriat en coordination avec tous les partenaires associatifs, les réseaux d'accompagnement et des entrepreneurs issus des quartiers que je veux ici tous saluer à la fois pour montrer que ça ne doit pas être une périphérie de l'action publique, c'est au cœur de la mission de financement et c'est BPI qui le fait pour tous les entrepreneurs. Au fond je ne vois pas pourquoi on aurait un instrument qui est censé être très efficace au cœur de nos priorités parce qu'il finance des startups et il faudrait qu'on ait un autre instrument périphérique moins clair, plus approximatif sous prétexte qu'il finance l'entrepreneuriat des quartiers.

Il y a un entrepreneuriat en France, il y a de l'innovation partout, elle est plus ou moins technologique et donc il est cohérent qu'il y ait une matrice. Il y a eu un travail remarquable qui a été fait par l'Agence France Entrepreneur et je pense ce sera une manière de la démultiplier que de la mettre dans le giron de BPI France. Nous avons lancé un appel à projets French Tech Diversité pour soutenir les entrepreneurs de tous horizons et nous allons favoriser d'ailleurs dans la loi Pacte les investissements dans les PME et ETI sur ce sujet. Et donc c'est une mise en synergie, une simplification du dispositif, ce qui permettra pour les réseaux et les associations d'avoir je pense un fonctionnement beaucoup plus simple, d'avoir accès aussi à un système de garanties et de fonds propres beaucoup plus puissant et ce qui nous permettra nous d'être plus cohérents et d'accompagner également l'ensemble des dispositifs qui fonctionnent mais qui souhaitent aujourd'hui qu'on démultiplie leur impact. Je pense à IMPACT Partenaires, Citizen Capital, à Outre Mer Network, on l'a évoqué, et donc chiche, par ce truchement nous allons y aller et avancer et je pense que c'est ainsi qu'on pourra véritablement avoir des résultats concrets.

Aujourd'hui il y a eu au-delà de ce qui a été présenté des engagements très concrets qui ont été pris et qui seront tous rendus transparents d'entreprises comme DANONE, L'OREAL, BNP Paribas, ADECCO, ACCOR, TOTAL, ORANGE et j'en oublie sans doute, des fédérations, je tiens à saluer l'engagement de la Fédération française du bâtiment aussi qui propose de recruter 15.000 jeunes bâtisseurs d'avenir issus des quartiers dits prioritaires de la ville, la Fédération Nationale des Travaux Publics que j'ai évoquée mais l'ensemble des métiers aussi de l'artisanat qui sont ici présents et qui s'engagent et des associations que j'ai déjà citées et qui se sont fortement mobilisées.

Ce qu'on a fait aujourd'hui on va le refaire. Je vais continuer à m'engager sous cette même forme et j'ai besoin de vous à ce niveau parce que c'est une bataille contre le temps et contre le glissement, le doute, la lèpre qui ronge nos démocraties aujourd'hui que nous sommes en train de mener. Cette bataille on ne la fait pas pour untel ou untel ou tel ou tel quartier, c'est notre pays qui a échoué pendant des décennies à avoir une vraie réponse éducative, économique à une partie de sa problématique. Et donc nous nous le devons à nous-mêmes et si nous ne sommes pas en capacité de le faire la situation glissera.

Je l'ai déjà dit, si nous sommes là aujourd'hui dans cette maison, dans un pays qui a une chance inouïe d'avoir un Etat de droit, des libertés individuelles, de la croissance, des droits sociaux à un niveau inégalé, d'être dans une Europe qui fonctionne moins mal qu'on ne veut bien le dire, c'est parce que nous sommes à l'épicentre de ce qui a été une aberration dans l'histoire de l'humanité, le croisement de la démocratie, du progrès pour les classes moyennes et d'une économie sociale de marché. Cet équilibre c'est ce qui fait l'Europe et c'est ce qui est constitutif de la France, si on oublie un point de ce triptyque on se trompe. Alors on peut réussir, on peut penser qu'on peut faire de l'économie libérale déterritorialisée. Les nomades réussiront mais à un moment donné ils mettront leurs enfants quelque part à l'école, ils auront leurs parents qui vivront quelque part et normalement ils se souviendront de qui les a formés et leur a permis de réussir et c'est la République et ils ne pourront pas vivre durablement dans un pays qui se fracture.

Ce que nous sommes en train de faire, je l'espère, j'y crois et en tout cas votre engagement d'aujourd'hui et les annonces d'aujourd'hui le montrent, c'est de dépasser beaucoup de vieux clivages qui nous avaient empêchés, moi je crois qu'on peut être un grand pays qui réussit dans la mondialisation, qui a une ambition d'être une grande plateforme industrielle, d'être à la pointe de l'économie, de l'innovation et de la compétence, d'être à la pointe de l'économie financière parce qu'on est en train depuis ici de réinventer la finance, d'être à la pointe des métiers de demain et des industries traditionnelles dont on a besoin, être un grand pays d'entrepreneurs parce que nous le sommes et c'est l'ADN de la France et en même temps de grandes entreprises parce que c'est une richesse de la France. Elles sont là présentes aujourd'hui, elles ont accepté de se mobiliser et je les en remercie.

Nous pouvons être tout cela et être un pays plus juste pas parce qu'une loi l'aura dit ou imposé mais parce que tous ceux qui portent cette dynamique économique auront compris qu'elle n'a de sens que si elle aide le pays à

réussir. Quand une entreprise a des difficultés quelque part dans le monde à ce moment-là elle se souvient qu'elle est française et elle vient voir le Président de la République ou le Gouvernement pour dire « il faudrait m'aider sur tel contrat, tel point », moi je veux qu'elle s'en souvienne chaque jour. Quand une entreprise ou des entreprises, parfois des gouvernements pensent qu'on peut réussir à quelques-uns sans le reste de la société, on se retrouve avec les drames démocratiques qu'on est en train de vivre dans beaucoup d'économies et de sociétés contemporaines. Nous nous avons une chance, on n'est pas encore tombé de ce côté-là, la réponse est entre nos mains collectivement et je crois qu'aujourd'hui on a commencé à apporter une touche de réponse.

Donc je voulais vous remercier très sincèrement pour votre mobilisation, l'engagement personnel que vous avez pris parce que moi c'est un engagement personnel que je continuerai à prendre tout au long de ce mandat et c'est l'engagement de tous les membres du Gouvernement. Et je souhaite donc qu'avec toutes les structures publiques, la Caisse des dépôts, l'ensemble des élus, l'ensemble des entreprises ici présentes et des associations nous puissions continuer et faire tous les six mois un point d'étape sur les choses qui auront avancé comme ce qui ne marche pas. Il y a en fait un réseau, ils vont laisser leur carte mais on a les adresses puisqu'on a contacté chacun et donc nous allons, ce que j'ai demandé aux équipes c'est qu'il puisse y avoir un suivi permanent pour qu'il y ait une forme de responsabilité.

Tous les six mois il y aura un rendez-vous ici avec vous et moi je souhaite que tous les six mois vous puissiez aussi en faire l'ordre du jour, que si une entreprise veut pouvoir évoquer un sujet elle ait la possibilité de le faire, si une association, des élus ou tel ou tel membre du Gouvernement puisse le faire ça puisse être fait sans aucun problème, que ce soit une enceinte libre, elle est à taille humaine, de discussions, de responsabilités. Il y a sans doute des choses qui n'avanceront pas assez vite, il y a parfois des choses sur lesquelles je me serais engagé qui seront un échec mais je veux que nous ayons ces réunions de chantier tous les six mois ici sous ce format-là parce que je pense que c'est vital pour la Nation et je pense que ça apporte énormément de sens aussi à ce que vous faites chaque jour.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire, donc merci beaucoup, merci pour votre engagement et votre mobilisation. Maintenant, même les joueurs de l'équipe de France le disent et surtout eux et donc je peux finir mes discours ainsi parce que tout le monde en est fier. Vive la République ! Vive la France !